



QUELQUES REFLEXIONS SUR LE « LOME PEACE & SECURITY FORUM » DES 21 ET 22 OCTOBRE 2023

.....

Thème : « **RENFORCER LES TRANSITIONS POLITIQUES VERS LA BONNE GOUVERNANCE DEMOCRATIQUE EN AFRIQUE** ».

Togo : Les rideaux sont tombés sur la première édition de "*Lome Peace and Security Forum*", organisé dans le cadre de l'Alliance Politique Africaine initiée et lancée par le Togo en mai 2023. Que retenir de ce forum international ?

POINTS FORTS

1. Le Togo offre au monde une plateforme de discussion sur les enjeux de la bonne gouvernance politique et démocratique.
2. Les principaux instruments internationaux consacrant les principes et valeurs démocratiques et régissant les droits universels et inaliénables de l'Homme ont été rappelés et célébrés.
3. Les panélistes et les modérateurs du forum sont de bon acabit et issus de milieux professionnels et culturels divers.
4. Le contenu des échanges, la pertinence des constats et la portée des recommandations augurent une meilleure prise en compte des enjeux de bonne gouvernance démocratique et de respect des droits de l'Homme comme socle de la conduite des transitions militaropolitiques et de la consolidation de la démocratie constitutionnelle en Afrique.

POINTS FAIBLES

5. **La CEDEAO a brillé par son absence à ce Forum.** Même les textes fondateurs de l'institution sous-régionale, en l'occurrence son Protocole additionnel A/SP1/12/01 sur la Démocratie, la Gouvernance et les Élections, ont été occultés avec soin dans la déclaration finale. Ce qui contraste avec le principe de subsidiarité qui oblige les autres organisations régionales et internationales notamment l'Union Africaine et les Nations Unies à s'aligner derrière la position de la CEDEAO sur des crises dans la sous-région qui regorge actuellement le plus grand nombre de transitions politiques issues de changement anti constitutionnel de régime sur le continent.
6. **Les putschistes de la sous - régions n'ont pas été ostracisés.** Au contraire, ils ont bénéficié du tapis rouge, des honneurs et du podium pour se justifier et célébrer leur forfaiture. Ce qui contraste aussi avec les réalités du Togo où en 2009, Kpatcha Gnassingbe, le demi-frère du Président Togolais et ses complices ont été arrêtés, jugés et condamnés dans un verdict rendu le 15 septembre 2011 à des peines allant jusqu'à 20 ans de réclusion criminelle pour tentative de coup d'État et complot contre la sûreté de l'Etat. Accueillir des putschistes qui ont renversé un président élu et qui le séquestrent contre toutes normes et valeurs démocratiques et de l'État de droit est juste incompréhensible.

7. **Les changements anticonstitutionnels de régime comme mode d'accèsion antidémocratique au pouvoir ont été évoqués par le Forum mais pas condamnés.** Or les instruments de la gouvernance démocratique régionaux et internationaux "condamnent" et prévoient des "sanctions" contre toute accession anticonstitutionnelle au pouvoir.

L'Alliance Politique Africaine voudrait-elle promouvoir dans les normes et dans les pratiques constitutionnelles l'option de changement anticonstitutionnel de régime comme première étape vers un renforcement des transitions et, in fine, une consolidation démocratique ? Au demeurant, la « *transitologie* », qui reconnaît 3 phases dans les transitions politiques, a considéré les coups d'État comme une rupture constitutionnelle brutale qu'il faudrait exclure comme étape vers une transition politique. La transition politique est celle qui s'opère lors des crises politiques manifestes, des crises postélectorales ou encore des crises sécuritaires dans un cadre de dialogue, de concertation et de médiation. La deuxième étape consistera à opérer des réformes légales, politiques, économiques, sociales et sécuritaires de manière inclusive. Enfin, la dernière étape se rapporte à la consolidation des principes et pratiques démocratiques dans un esprit de respect de l'État de droit et de renforcement des Institutions démocratiques.

8. **Les acteurs politiques majeurs des pays en transition militaro-politique n'ont pas été conviés à ce Forum.** Ce qui contraste avec la volonté exprimée par le Forum de rendre ce cadre inclusif. Au Togo également, les acteurs politiques majeurs de l'opposition étaient également ostracisés alors que ce débat les concerne à plusieurs égards.

SYNTHÈSE

La bonne gouvernance démocratique est la condition sine qua non pour régler les conflits politiques et sécuritaires majeurs, enclencher un développement soutenu et sauvegarder la Paix et la solidarité en Afrique.

Lome Peace and Security Forum (LPSF) et sa génitrice ***L'Alliance Politique Africaine (APA)*** sont des initiatives salutaires et pertinentes qu'il faut à tout prix soutenir. Mais ces initiatives pêcheront si elles ne sont pas inclusives de toutes les entités nationales, sousrégionales, régionales et internationales concernées par la problématique de la gouvernance démocratique et politique en Afrique. La CEDEAO doit être au cœur de cette dynamique de recherche de solutions endogènes aux problèmes politiques et sécuritaires d'autant plus que le Togo en est l'un des pays fondateurs et la CEDEAO est préceuse de la législation communautaire en matière de Démocratie, Gouvernance et Élections en Afrique.

Le Togo qui a l'honneur de porter une telle initiative doit opérer des changements politiques internes approfondis afin de consolider son exemplarité sur les problématiques abordées.

La société civile togolaise et africaine (Associations, médias, universitaires), les partis politiques, les institutions publiques et les partenaires internationaux doivent soutenir cette initiative pour quelle soit pérenne et productive pour la bonne gouvernance démocratique et la Paix en Afrique.

Par Paul Amegakpo, 23 octobre 2023

Contact presse ITG : +228 71 00 45 92 / contact@itg-togo.org / www.itg-togo.org